



**Projets de démonstration
SCHL:
Un choix de notices
bibliographiques annotées**

Division de l'analyse de nouveaux concepts

Groupe de recherche et de démonstration

PROJETS DE DEMONSTRATION SCHL
UN CHOIX DE NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES ANNOTEES

DIVISION DES SERVICES DE CONSULTATION ET
D'EVALUATION DU DEVELOPPEMENT
SOCIETE CANADIENNE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENT
BUREAU NATIONAL

LNH 5377
ISBN: 0-660-90545-0
No. au Cat.: NH15-24/1980F

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	i
REMERCIEMENTS	ii
I INTRODUCTION	
A. LE PROGRAMME DE DEMONSTRATION	1
B. LE CHOIX DE NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES ANNOTÉES	4
II PROVINCES DE L'ATLANTIQUE	
A. PROJET DE DÉMONSTRATION MARYFIELD, CHARLOTTETOWN	6
B. LA PLACE DU MARCHÉ/AMÉNAGEMENT DU CENTRE-VILLE, SAINT-JEAN, (N.-B.)	8
III QUÉBEC	
A. AMÉNAGEMENT DU PORT DE CHICOUTIMI, CHICOUTIMI	12
B. LE VIEUX PORT DE QUÉBEC	14
C. DUBERGER, VILLE DE QUÉBEC	21
D. LE VIEUX PORT DE MONTRÉAL	23
E. PROJET RUE SAINT-PIERRE, MONTRÉAL	32
F. PROJET EXPÉRIMENTAL MILTON-PARC, MONTRÉAL	34
G. SECTEUR FOURNIER, HULL	36
IV ONTARIO	
A. PROJET EXPÉRIMENTAL LES PLAINES LEBRETON, OTTAWA	38
B. PROJET EXPÉRIMENTAL WOODROFFE, OTTAWA	53
C. QUARTIER DU PORT, TORONTO	61
V LES PROVINCES DE L'OUEST	
A. MEADOW COURT, CALGARY	64
B. PROJET DE DÉMONSTRATION DE REVELSTOKE, REVELSTOKE, (C.-B.)	66

PRÉFACE

Au cours des sept dernières années, le groupe de démonstration de la Société canadienne d'hypothèques et de logement s'est impliqué directement dans plusieurs projets ayant comme but de mettre en évidence de nouvelles façons d'aborder l'aménagement et l'habitation. De plus, le groupe a eu la responsabilité de diriger un certain nombre de projets spéciaux lancés par le gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Ministère d'État chargé des affaires urbaines. Ces projets en sont maintenant à différentes étapes: certains sont presque achevés alors que d'autres doivent franchir l'étape de planification. Pour assurer à ces projets un environnement salubre et productif, il importe que les résultats expérimentaux et opérationnels soient communiqués au plus grand nombre possible d'organisations publiques et privées. Ce choix de notices bibliographiques du groupe de démonstration est une des nombreuses publications de la SCHL conçues dans ce but; on espère qu'elle exposera au grand jour, dans un contexte intéressant et instructif, les initiatives fédérales dans les domaines du logement et de la planification urbaine.

W. Griggs
Directeur,
Division des services de consultation et
d'évaluation du développement

19 août 1980

REMERCIEMENTS

Les projets rapportés dans ce choix de notices bibliographiques représentent l'aboutissement de plusieurs années de travail d'un grand nombre d'organisations publiques et privées. Pour traduire fidèlement l'importance des données conceptuelles utilisées dans ce travail, le groupe de démonstration a sollicité les commentaires de plusieurs sources. Nous remercions particulièrement les équipes de projet et les succursales de la SCHL pour leur appui sans réserve et leurs commentaires avertis, les bibliothécaires du Centre canadien dans la collecte des rapports, et les membres du groupe de démonstration du Bureau national dont les suggestions et les commentaires pertinents ont largement facilité la publication de ce document.

Nous remercions enfin Joan Michel qui a préparé les textes et annotations et organisé les documents compilés par Gwenda Wells et Paula Archer.

I INTRODUCTION

A. LE PROGRAMME DE DEMONSTRATION

Le programme de démonstration de la SCHL fut établi en 1973 par un amendement de la Loi nationale sur l'habitation habilitant la Société à "entreprendre ou faire entreprendre des projets de nature expérimentale ou promotionnelle..." La réalisation de ces projets fut confiée à un groupe d'employés créé vers le milieu de l'année 1974.

Objectifs: Le but principal du Programme de démonstration est d'identifier, mettre en oeuvre et communiquer les concepts qui contribuent d'une façon pertinente à l'amélioration du logement et de l'environnement communautaire au Canada. La réalisation de ce but suppose la poursuite de 4 objectifs:

1. identifier les concepts et idées susceptibles de démonstration et applicables à court ou à long terme;
2. entreprendre ou aider à entreprendre les projets viables permettant de vérifier les concepts et les idées;
3. diffuser les résultats des projets aux fins de leur utilisation par la Société et par les organisations publiques et privées dans le contexte du développement communautaire du Canada;
4. proposer les modifications aux lignes de conduite, programmes, normes et directives de la Société en fonction des résultats de l'activité du groupe de démonstration.

Activités et organisations: Le groupe de démonstration est engagé dans la poursuite de trois types fondamentaux d'activités:

1. la vérification de l'amélioration globale du logement, moyennant des projets dont l'envergure implique une large gamme d'aménagements, depuis le bloc ou le groupe de logements jusqu'aux communautés entières équipées de toutes les installations et services;
2. l'élaboration d'éléments, de techniques et de processus spécifiques de logement dont la vérification fait partie intégrante d'un grand projet de démonstration en matière de logement ou d'aménagement communautaire plutôt que d'une installation expérimentale distincte;
3. la coordination de la planification de projets spéciaux fédéraux de réaménagement urbain situés sur des terrains

de la Société ou du gouvernement fédéral, projets dont les concepts peuvent servir de modèle dans d'autres régions du pays.

La variété et la portée des activités du Programme de démonstration ont poussé la Société à assumer fréquemment des fonctions d'entrepreneurs. Dans les projets mentionnés ci-après, par exemple, le Groupe de démonstration a tenu lieu à la fois de constructeur/propriétaire, d'aménageur de terrain et de gérant ou administrateur de projet. En outre, le Groupe a agi comme associé dans certains projets en fournissant une aide d'appoint sous forme de subventions ou de soutien technique.

Le gros des activités futures du Groupe de démonstration sera axé plus spécifiquement sur les projets visant en premier lieu la satisfaction des besoins en logement. Les nouvelles initiatives, d'échelle réduite et de nature supplétive, porteront sur les projets entrepris par d'autres organismes gouvernementaux ou privés. Notons enfin que les projets de démonstration existants font actuellement l'objet d'une série d'études d'évaluation.

B. LE CHOIX DE NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES ANNOTÉES

Le choix de notices bibliographiques élaboré par le Groupe de démonstration constitue un inventaire des rapports d'experts-conseils et des études gouvernementales traitant des projets de démonstration. Les rapports constituent essentiellement des études de planification concernant une grande gamme d'éléments de projet, depuis les infrastructures municipales jusqu'aux incidences environnementales. D'une manière générale, aucun des rapports n'est antérieur à 1975, ce qui dénote la mise à exécution récente de la plupart des projets. Cet inventaire ne constitue pas la liste exhaustive de la documentation disponible au sujet des divers projets de démonstration, mais fournit quand même un aperçu général des recherches menées jusqu'à date.

Plusieurs raisons ont justifié l'élaboration de cette bibliographie: elle donnera aux fonctionnaires d'Etat de tous les niveaux la chance de se tenir au courant des conceptions innovatrices et expérimentales en matière de logement et de développement communautaire dans le contexte des activités du secteur public; en plus d'identifier les nouvelles technologies de construction résidentielle, les études et rapports comporteront un aperçu des méthodes nouvelles applicables à des domaines spécifiques tels que le financement des projets, les prévisions démographiques et socio-économiques, la réévaluation des besoins d'une zone d'aménagement en matière de transports, l'analyse des incidences du projet sur le marché commercial local et sur la main-d'oeuvre, la préservation ou l'amélioration de la faune, et, enfin, l'aménagement des espaces publics de plein air et des parcs.

Les notices bibliographiques devraient également servir de documents de base à toute recherche concernant les grands projets publics de logement et d'urbanisme et les grands projets de réaménagement des quartiers maritimes urbains. Elles seront particulièrement utiles, étant donné qu'elles ne se limitent pas aux plans d'aménagement définitifs de chaque projet mais rapportent les diverses propositions et options qui ont abouti à la réalisation du projet. Cette bibliographie constitue donc une tribune libre où sont présentés les concepts de démonstration et les diverses formules d'aménagement et elle peut aussi servir de source de renseignements pour ceux qui seront impliqués dans des projets semblables.

Certains rapports inclus dans la bibliographie ont été annotés de manière à ce que le lecteur apprécie plus clairement la nature et la portée des problèmes associés à chaque projet. Tandis que le texte qui introduit chaque section décrit brièvement le projet global, les annotations reprennent les principaux problèmes d'aménagement communautaire tels que le chauffage par quartier, la restauration

des bâtiments historiques, etc... ou abordent les options de planification en général. Lorsque plusieurs études traitent d'un même sujet, les annotations se limitent dans la mesure du possible, à l'étude susceptible d'avoir le plus grand nombre de lecteurs.

Les données bibliographiques se retrouvent par ordre alphabétique dans chaque section. S'il y a plusieurs données pour un auteur, la seconde donnée ainsi que les suivantes sont précédées de tirets d'une longueur équivalant approximativement celle du nom de l'auteur. Les données apparaissent par ordre chronologique, c'est-à-dire que le dernier rapport indiqué sera celui qui aura été publié le plus récemment.

Tous les rapports mentionnés dans la bibliographie peuvent s'obtenir directement au Centre d'information sur le logement au Canada (CILC), SCHL, Bureau national, Chemin de Montréal, Ottawa, Ontario, K1A 0P7, ou par l'intermédiaire dudit centre. En général, les rapports concernant des projets du Québec ne sont disponibles qu'en langue française; les autres rapports et études sont soit en anglais soit bilingues.

II PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

A. PROJET DE DÉMONSTRATION MARYFIELD, CHARLOTTETOWN

Le projet Maryfield se situe dans la proche banlieue au voisinage de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, et à une distance piétonnière des établissements commerciaux, scolaires et récréatifs. Ce terrain de 31 hectares administrés actuellement par un comité directeur formé d'employés de la ville de Charlottetown et de la Société est le résultat d'un projet d'aménagement fédéral/provincial.

Les objectifs de ce projet sont les suivants: 1) aménager un ensemble d'habitations exemplaires abordables par les individus à revenu modéré de Charlottetown; 2) instaurer une formule de remplacement par rapport aux logements unifamiliaux occupant des parcelles de grandes dimensions, qui prédominent dans la région; et 3) collaborer avec les constructeurs locaux pour la réalisation de logements bien construits, attrayants et commercialisés d'une façon inédite.

Le projet Maryfield est le premier projet d'habitation à densité moyenne dans l'Île. Il comportera un total de 550 logements réalisés selon une conception architecturale basée sur l'économie des ressources et répartis en groupes de trois ou quatre le long de culs-de-sac tranquilles. Bien qu'une partie de ce projet soit destinée aux familles à revenu faible et aux personnes de troisième âge, il comportera surtout des logements pour familles à revenu moyen.

La vue panoramique et les vastes espaces auxquels les insulaires sont habitués ont été préservés moyennant l'aménagement d'un système de prairies et d'espaces verts s'étendant derrière les groupes de logements. Jusqu'à présent, 80 logements environ ont été parachevés.

PROJET MARYFIELD: ÉTUDES ET RAPPORTS

Ash, E. (juin 1979), User Study. Charlottetown: rapport consultatif sur le projet expérimental de Maryfield, SCHL.

Cette étude a suivi l'achèvement d'une partie de l'étape I du projet expérimental de Maryfield à Charlottetown. Elle avait pour objet d'évaluer la satisfaction de l'utilisateur et, partant, d'aider à l'élaboration d'autres plans d'aménagement pour la communauté résidentielle de Maryfield. Des entrevues avec un groupe de douze propriétaires-occupants et cinq locataires ont permis de relever leurs impressions, opinions et préoccupations au regard des caractéristiques conceptuelles des logements et de la communauté qu'ils occupent.

Le corps du rapport est centré sur le questionnaire et les réponses. La classification des réponses est accompagnée d'un calcul de moyennes pour les propriétaires et les locataires. La dernière section de l'étude comporte les suggestions et opinions spontanées de l'auteur au sujet de l'avenir de Maryfield. Les impressions analogues formulées à la fois par l'enquêteur et les répondants et rapportées dans l'étude indiquent quelles formules d'aménagement et de conception sont satisfaisantes mais que les intéressés se demandent, non sans inquiétude, si la commercialisation future du projet est réalisable et si le projet bénéficiera de l'intérêt permanent de la Société et des constructeurs.

Service consultatif sur le cadre de vie de l'enfant (mars 1978)
A Children's Environment Study

Ottawa: Rapport préparé pour le projet de démonstration
Maryfield par le service consultatif sur le cadre de vie de
l'enfant, SCHL.

Clayton Consultants Ltd. (1976)

Housing Market Analysis Report

Halifax: Rapport consultatif pour projet de démonstration
Maryfield, SCHL.

Glenn R. Marnoch & Associates with Environmental Associates of
P.E.I.

(novembre 1978)

Ecological Report

Charlottetown: Rapport consultatif au projet de démonstration
Maryfield, SCHL.

B. LA PLACE DU MARCHÉ/AMÉNAGEMENT DU CENTRE-VILLE, SAINT-JEAN,
(N.-B.)

Situé au centre-ville de Saint-Jean, le projet de la place du marché comporte un certain nombre de travaux de réaménagement à effectuer simultanément dans l'ensemble du centre-ville. En 1978, le ministère d'État aux Affaires urbaines (MEAU) fut autorisé à coordonner la participation fédérale à la planification et la mise en oeuvre du projet; en mars 1979, cette responsabilité fut prise en charge par la Société. Le projet implique les efforts combinés des trois paliers du gouvernement et d'un entrepreneur du secteur privé.

Ce projet urbain de grande portée vise cinq objectifs: 1) démontrer comment la collaboration des trois paliers du gouvernement et du secteur privé peut ranimer l'économie des centres-villes; 2) contribuer à la stimulation économique et physique du quartier central de Saint-Jean; 3) créer des perspectives d'emploi importantes durant les étapes de construction et d'exploitation; 4) faciliter l'usage public du quartier maritime en l'équipant d'installations publiques nouvelles; 5) agir comme catalyseur dans la restauration d'autres bâtiments historiques du centre-ville.

L'élément clé du projet de la Place du marché comporte un complexe de bâtiments centraux abritant un centre commercial et industriel, un hôtel, une bibliothèque régionale, des espaces nouveaux et réaménagés de commerce et de vente au détail, un atrium intérieur et des aires de stationnement. Le complexe central sera relié à une série de rues piétonnières et autres, couvertes et en plein air, communiquant avec le centre-ville immédiatement adjacent. On prévoit également deux édifices à bureaux en marge de l'emplacement. Le long du quai et du Marché historique, une digue sera construite pour protéger le rivage et créer un terrain qui se prête à l'aménagement.

On aménagera pour le quartier maritime un ensemble résidentiel comportant des logements sociaux et des logements privés. De nombreux bâtiments historiques du centre-ville seront restaurés en vue de leur exploitation comme magasins et bureaux et comme siège des organismes fédéraux.

La zone globale du projet sera intégrée dans le paysage moyennant l'utilisation des espaces libres: des boulevards bordés d'arbres et des rues piétonnières mèneront le long du quai à un parc public et à un port de plaisance. La seconde phase du projet de la Place du marché proposait l'extension des bâtiments centraux sur un emplacement voisin afin d'y abriter un grand magasin à rayons.

La construction de la première phase a commencé en octobre 1980, sous l'égide de la New Market Square Corporation.

PLACE DU MARCHÉ: ÉTUDES ET RAPPORTS

Arcop Associates.

(février 1978).

Market Square Preliminary Concept.

Montréal: Rapport consultatif au Comité consultatif de planification de la Place du marché.

Broad, W.

(1978).

Preliminary Report: Convention and Exhibition Centre.

Saint-Jean: Rapport au Comité consultatif de planification de la Place du marché.

Citizens' Liaison Committee on Shopping Needs.

(août, 1977).

Shopping Needs Study.

Saint-Jean: Rapport au Comité consultatif de planification de la Place du marché.

Clayton Research Associates Ltd.

(mars, 1976).

Study of the Financial Viability of the Proposed Saint John Market Square Development.

Scarborough: Rapport consultatif au ministère des Affaires municipales du Nouveau-Brunswick.

Fenco Consultants.

(mars, 1978).

Cost Estimates for Alternative Perimeter Structures.

Saint-Jean: Rapport consultatif au ministère des Affaires municipales du Nouveau-Brunswick.

(mai, 1978).

Sea Wall Alternatives Study.

Saint-Jean: Rapport consultatif au Comité consultatif de planification de la Place du marché.

General Urban Systems Corporation.

(1974).

Saint John Central Area Urban Design.

Montréal: Rapport consultatif au Comité consultatif de planification de la Place du marché.

Giffen S.R.
(1978).

Market Square Development, Saint John:

Saint-Jean: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Ce rapport envisage les diverses structures périmétriques applicables au projet d'aménagement d'une place du marché dans le quartier maritime de Saint-Jean (Nouveau-Brunswick). On avait estimé auparavant qu'une digue suffirait à elle seule pour constituer l'enceinte de l'emplacement, mais il s'avère que les fondations des bâtiments sur les deux aires latérales de la place seront si proches du bord de l'eau qu'il faudrait les consolider avec des pilotis.

Deux méthodes avec leurs coûts réciproques sont envisagées: un talus en maçonnerie renforcée, et une structure sur pilotis. La description de chaque méthode est suivie d'un aperçu sur ses avantages et inconvénients. Le rapport conclut que pour un même emplacement, les deux méthodes ont des coûts analogues. Le texte est illustré par des coupes transversales de l'enceinte.

Jacques, Whitford and Associates.
(1976).

Review of "Preliminary Study of Proposed Seawall".

Saint-Jean: Rapport consultatif au Comité consultatif de planification de la Place du marché.

Comité consultatif de planification de la Place du marché/Arcop Associates.

(janvier 1978).

Market Square Power Station Analysis.

Saint-Jean: Etude commune pour le compte du projet expérimental de la Place du marché.

Peat, Marwick and Partners and Zeidler Partnership/Architects.
(décembre 1978).

Feasibility Study, Saint John Multipurpose Complex.

Toronto: Rapport consultatif au Comité directeur de la Place du marché.

Rocca Group Ltd.
(n.d.).

Market Square Civic and Commercial Complex.

Saint-Jean: Rapport consultatif au Comité consultatif de planification de la Place du marché.

Rocca Group Ltd./Arcop Associates/Market Square City Centre
Development Management Committee.

(avril 1978).

Market Square City Centre Development, Saint John, N.B.:
Feasibility Study and Concept Plan.

Saint-Jean: Etude conjointe pour le compte du projet de
démonstration de la Place du marché.

Ce rapport comporte une révision du plan de conception et une
étude de la réalisation possible du projet d'aménagement de la
Place du marché de Saint-Jean. Cette version qui constitue une
synthèse à échelle réduite des plans antérieurs a été conçue de
manière à faciliter l'addition éventuelle d'autres éléments.

Le rapport fait valoir les moyens d'améliorer le potentiel
économique du centre-ville moyennant l'aménagement d'un espace
clos pour piétons à usage administratif et commercial, la
restauration des bâtiments historiques et la construction de la
Place du marché, élément-clé du projet. Le rapport inclus
l'échéancier, les coûts estimatifs et les plans des bâtiments et
des étages pour la première étape du projet; il est complété par
une série de plans conceptuels à une échelle dépassant la
moyenne.

Saint John, City of
(1976).

Saint John Market Square Project: Application for the
Establishment of a Subsidiary Agreement.

Saint-Jean: Demande au Cabinet Committee on Economy Development
du Nouveau-Brunswick.

Vermeulen, A.J.

(avril 1978, rév. mai et juin 1978).

The Market Square Project: Cost Report.,

Saint-Jean: Rapport consultatif au Comité consultatif de
planification de la Place du marché.

(août 1978).

Cost Estimates.

Saint-Jean: Rapport consultatif au Comité consultatif de
planification de la Place du marché.

A. AMÉNAGEMENT DU PORT DE CHICOUTIMI, CHICOUTIMI

En 1978, le gouvernement fédéral révélait ses intentions de réaménager le port de Chicoutimi. L'objectif du projet est de transformer un terrain d'environ 20 hectares en facilités urbaines qui viendront compléter le centre-ville voisin. La Société assume depuis 1979 la coordination globale assumée antérieurement par le ministère d'Etat aux Affaires urbaines, toutefois, la planification et la mise à exécution du projet relèvent en grande partie du ministère des Travaux publics.

Depuis plus de trente ans, le port de Chicoutimi doit la plus grande partie de ses activités au trafic des pétroliers. Ses cinquante réservoirs constituent la base d'un centre de distribution du pétrole desservant toute la région Saguenay-Lac Saint-Jean. Mais les installations du port et ses réservoirs de pétrole ne satisfont plus les normes de protection environnementale et de protection contre l'incendie, ce qui fait que l'un des principaux objectifs du réaménagement du port sera d'éliminer ce danger grave qui menace la vie et les propriétés.

Les installations portuaires et ferroviaires absorbent 80 pour cent du centre de Chicoutimi, et forment une barrière visuelle et matérielle entre la ville et la rivière Saguenay. Le déplacement du port permettra à la municipalité de moderniser l'infrastructure du centre-ville de Chicoutimi et d'en promouvoir le développement économique et social. Les plans d'utilisation des terrains maritimes récupérés incluent la construction d'unités résidentielles et l'aménagement d'une zone récréative et touristique. On a déjà entrepris certains travaux préparatoires comme l'élargissement des artères de la circulation adjacentes du port.

ÉTUDES ET RAPPORTS: CHICOUTIMI

Gravel, Simard, Tremblay et Associés.
(août 1979).

Rapport préliminaire: Marina publique de Chicoutimi.

Chicoutimi: Rapport consultatif pour le compte des Travaux
Publics Canada.

Laberge et Pelletier.
(octobre 1978).

Projet de développement du centre-ville: Projet collectif,
place de l'entraide économique.

Chicoutimi: Rapport consultatif pour le compte de la ville de
Chicoutimi.

Leblond, R., L. Tremblay et Associés.
(août 1976).

Réaménagement des zones portuaires et ferroviaires: Dossier
justificatif, Chicoutimi.

Chicoutimi: Rapport consultatif pour le compte de la ville de
Chicoutimi.

Ministère des Travaux publics.
(avril 1979).

Copie préliminaire du plan directeur d'aménagement.

Ottawa: Travaux publics Canada.

(août 1979).

Études de marché: Projet de redéveloppement du port de
Chicoutimi.

Ottawa: Travaux publics Canada.

Société canadienne d'hypothèques et de logement - Bureau de
Chicoutimi.

(juillet 1979).

Rapport d'analyse: Sous-comité de l'habitation.

Chicoutimi: SCHL.

Société d'ingénierie Cartier Ltée.
(1979).

Terminus La Baie: Description du projet.

Chicoutimi: Rapport consultatif pour le compte de la ville de
Chicoutimi.

Tremblay, Rinfret, Tremblay, ingénieurs-conseils.
(décembre 1978).

Relocalisation du club de yacht de Chicoutimi.

Chicoutimi: Rapport consultatif pour le compte de la ville de
Chicoutimi.

B. LE VIEUX PORT DE QUÉBEC

L'emplacement idéal de la ville de Québec à l'embouchure d'un fleuve de 960 km, le fleuve Saint-Laurent, a fait du port de cette ville, pendant trois siècles environ, le premier port du Canada. Actuellement, le Vieux Port de Québec couvre de ses 69 hectares la même zone réservée traditionnellement aux activités maritimes de la ville, mais ces activités ont considérablement diminué. Au début de 1978, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de réaménager ce site historique et de redonner au Vieux Port son rôle vital dans la vie urbaine de la ville de Québec.

Le projet du Vieux Port a quatre objectifs principaux:
1) transformer l'exploitation désuète des terrains du quartier maritime central de la ville de manière à rendre ces terrains économiquement viables; 2) se servir du réaménagement des terrains portuaires comme un catalyseur pour ranimer la zone environnante et avantager économiquement l'ensemble de la région urbaine; 3) voir à ce que l'exploitation nouvelle réponde aux exigences contemporaines en matière d'urbanisme tout en respectant l'importance particulière de la zone; et 4) mettre en oeuvre un processus de planification et d'aménagement qui comporte une participation publique intense de la part des habitants de Québec.

Durant l'été de 1978 et 1979, le Vieux Port fut le terrain d'innombrables expositions qui ont réussi à polariser l'attention du public et à créer une publicité et un appui plus favorables au projet.

Le projet global comprend un certain nombre d'initiatives: la transformation en habitations d'un entrepôt réfrigéré, la transformation d'entrepôts abandonnés en services commerciaux et institutionnels, un nouveau port de plaisance et des aires publiques de plein air. L'Université du Québec a tout récemment montré un intérêt pour des terrains et des bâtiments du Vieux Port dans l'intention d'aménager des bâtiments universitaires additionnels ainsi que des résidences.

La construction du nouveau quai le long du Saint-Laurent assurera la permanence de l'activité maritime dans le Vieux Port tout en livrant certaines sections du quartier maritime à l'usage public. D'une manière générale, l'aménagement du Vieux Port se fera par étapes successives afin de répondre d'une façon opportune aux besoins des citoyens et de promouvoir l'appréciation rationnelle du cachet historique du Vieux Port.

Par l'intermédiaire du Conseil des ports nationaux, le gouvernement fédéral possède 95 % des terrains du Vieux Port. Depuis 1979, la SCHL assume la coordination et la direction du projet, rôle qui relevait auparavant du ministère d'État

aux Affaires urbaines. La réalisation du projet nécessitera l'appui des trois paliers du gouvernement et l'apport financier du secteur privé. L'aménagement du terrain est actuellement entre les mains d'un comité directeur fédéral; les plans conceptuels ont été tracés et sont soumis à l'examen du public. Les nouveaux travaux de construction se sont limités à la reconstruction de la digue du port en préparation de la Fête internationale et de l'exposition de bateaux prévues pour 1984 au Bassin Louise du vieux port.

Il est prévu que l'aménagement soit réparti sur huit ans (8) et des recherches ont lieu en ce moment afin de trouver des dispositions adéquates de mise en oeuvre.

ÉTUDES ET RAPPORTS: VIEUX PORT DE QUÉBEC

A.P.L. Inc.

(novembre 1978).

Etude de potentiel sur l'aménagement d'un corridor de verdure à la jetée nord.

Québec: Rapport consultatif pour le compte de Parcs Canada.

Auerbach, Herbert C. Ltée.

(janvier 1976).

Propriétés fédérales à Québec, Secteurs vieux port - Bassin Louise 1. Programme de développement, 2. Analyse du marché.

Québec: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Belaile, Brassard, Gallienne et Lavoie.

(avril 1980).

Étude de viabilité du projet d'habitation Fargues-Dalhousie.

Québec: Rapport consultatif pour le compte du Groupe de recherche et démonstration, SCHL.

Canada, Ministère des Affaires urbaines.

(juin 1978).

Le vieux port de Québec.

Québec: Pamphlet de promotion.

Comité "Québec 1534-1984".

(août 1979).

Rapport d'étude sur l'événement Québec 1534-1984.

Québec: Chambre de commerce et d'industrie du Québec Métropolitain.

Lagacé, Morel, architectes

(novembre 1978).

Vieux port de Québec - Potentiel d'utilisation des bâtiments.

Québec: Rapport consultatif pour le compte de Parcs Canada.

Dans ce rapport, on examine douze bâtiments et installations portuaires afin d'évaluer leur potentiel de rénovation et d'intégration dans un quartier portuaire revitalisé.

Une liste complète de détails structuraux, de plans d'emplacement, de plans d'aménagement extérieur et intérieur et des dessins artistiques antérieurs et postérieurs aux travaux est fournie pour chaque bâtiment. L'accent est mis sur les caractéristiques utilitaires des ouvrages, sur la sécurité,

l'esthétique et la rénovation. Des plans optionnels pour les espaces d'habitation, de bureau ou de commerce de détail sont inclus dans un certain nombre de cas. Une annexe fournit l'opinion d'un historien justifiant la conservation et la préservation des sites historiques.

Major et Martin
(1980).

Étude d'impact du projet "Le Vieux Port de Québec".

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du Groupe de recherche et démonstration, SCHL.

Le projet "Le Vieux Port de Québec" a pour objectif de revitaliser les aspects récréatifs et résidentiels du vieux port. Ce rapport examine l'impact d'une telle revitalisation sur l'emploi local et régional et sur le budget municipal de la ville de Québec.

Le rapport examine à la fois les problèmes fiscaux et d'emploi dans le contexte de la RMR* de la ville de Québec, identifiant les pertes d'emploi suite au déplacement des entreprises en dehors de la RMR et à la fermeture des entreprises à l'intérieur de la RMR. Les nouveaux emplois sont évalués sous quatre aspects: 1) les emplois s'exerçant dans les bureaux occupant les bâtiments du vieux port; 2) les emplois relevant de la catégorie des services, créés indirectement par les besoins des consommateurs du secteur résidentiel; 3) les emplois résultant du potentiel de croissance ou du pôle de croissance du complexe du vieux port; et 4) les emplois de la construction et des activités annexes exercés au cours des premières années du projet. Le plan directeur du vieux port prévoit un total de 1 000 nouveaux résidents et la création de 2 538 nouveaux emplois. L'augmentation des valeurs immobilières dans le secteur du vieux port, en résultat du réaménagement, devrait engendrer une augmentation de \$1,15 million dans les impôts municipaux.

*RMR: Région métropolitaine recensée

Pelletier, Morel, géographes aménagistes.
(novembre 1978).

Le Havre des Douanes.

Québec: Rapport consultatif pour le compte du MAIN et de Parcs Canada.

Pluram, Inc.
(juillet 1978).

Vieux port de Québec: Plan directeur d'aménagement - Proposition de ligne des quais 21, 22, 23.

Québec: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

-----.

(octobre 1978).

Problématique de l'habitation.

Québec: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

-----.

(octobre 1978).

Vieux Port de Québec: Plan directeur d'aménagement - Schéma d'aménagement de la zone d'accueil industrialo-portuaire.

Québec: Rapport consultatif pour le compte de MEAU.

-----.

(mars 1979).

Vieux Port de Québec: Étude de potentiel de redéveloppement, zone basse ville, Vieux Québec.

Québec: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

-----.

(mars 1979).

Vieux Port de Québec: Programmation des opérations 1979-1984 et fiches de projets (annexe au plan directeur).

Québec: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Ce rapport présente en détail un aperçu complet des projets qui constituent le plan de réaménagement du vieux port de Québec. Le rapport commence par un plan mixte du terrain avant et après les travaux, un sommaire des coûts et des opérations, le tout suivi d'une série de plus de 100 fiches de projets inventoriées selon un format normalisé. Ce rapport donne les détails de différents projets que l'on pourrait incorporer au projet de réaménagement global. Ces détails comprennent la construction du quai, l'administration du changement des droits de propriété, le logement, les bâtiments portuaires, l'infrastructure et la gestion industrielle. Des plans de terrain sont fournis pour chaque section et pour les principales sous-sections. Chaque fiche comporte les rubriques suivantes: description, identification de la responsabilité, coûts constants, unitaires, annuels et globaux, date d'achèvement prévue et calendrier d'exécution.

-----.

(mai 1979).

Vieux Port de Québec: Plan directeur d'aménagement

Québec: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Premier de deux volumes traitant du plan directeur d'aménagement du Vieux Port de Québec, ce rapport comporte un inventaire analytique des bâtiments, installations et infrastructures

portuaires existants et un aperçu du plan directeur d'aménagement et de ses raisons d'être. Le second rapport, Programmation des opérations 1979-1984 et fiches de projets décrit d'une façon technique les composants opérationnels et d'aménagement de chaque détail du projet du vieux port.

La première étude est axée en premier lieu sur la mise en valeur des facteurs historiques et contemporains régissant le réaménagement du port. Elle se base principalement sur une évaluation contextuelle des besoins futurs: le site lui-même ne peut pas être étudié indépendamment du vieux port (la basse-ville). Un effort méritoire est réalisé pour homogénéiser d'une façon rationnelle les fonctions disparates du quartier du port et de ses environs et pour rétablir un habitat urbain viable.

Pluram/Urbanique/Vandry, Jobin, Gravel, Falardeau et associés.
(juillet 1978).

Réintégration d'une gare au centre-ville de Québec.

Québec: Rapport consultatif pour le compte de la ville de Québec.

Riendeau, B.
(1974).

Concurrence et complémentarité des ports du Québec par rapport à d'autres ports du Canada et aux États-Unis.

Québec: Rapport consultatif pour le compte de l'Office de planification et de développement du Québec.

Roche Associés Ltée.
(décembre 1978).

Étude de potentiel sur la géométrie du Bassin Louise.

Québec: Rapport consultatif pour le compte du MAIN.

En marge du projet de réaménagement du vieux port de Québec, ce rapport analyse les conditions hydrodynamiques et hydrologiques et l'état du fond du Bassin Louise du port. Le rapport a trois objectifs: 1) indiquer les conditions hydrologiques actuelles; 2) déterminer les conditions en supposant que les plans de réaménagement sont réalisables; et 3) résumer et recommander les paramètres d'aménagement du Bassin Louise.

Comme le Bassin comporte des sections intérieures et extérieures, l'étude analyse en premier lieu les conditions hydrologiques en fonction d'un débit variable dans la section intérieure et puis en fonction d'un débit constant ou limité. Le rapport souligne que l'analyse du débit limité est essentiellement hypothétique et que les systèmes de contrôle seront inclus si la seconde option d'aménagement est adoptée. Aucun des débits ne semble substantiellement meilleur que l'autre. Le rapport est

accompagné de tableaux, figures et cartes dépliantes, ainsi que d'une bibliographie.

Sorés Inc.

(1975).

Atlas of the Urban Waterfront Growth and Change in Canadian Port Cities: Ville de Québec.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Travaux publics Canada, Direction de l'aménagement immobilier.

(mars 1979).

Vieux Port de Québec: Étude de marché - Bureaux, Hôtels, Commerce, Sport.

Ottawa: Ministère des Travaux publics, Direction de l'aménagement immobilier.

Urbanex Inc. et Doran/Dubé et Price Waterhouse.

(décembre 1979).

Étude de réintégration d'une gare au centre-ville de Québec:

1. Conclusion et proposition; 2. Rapport d'étape Québec.

Québec: Rapport consultatif pour le compte de la ville de Québec.

Urbatique Inc.

(septembre 1978).

Le Vieux Port de Québec: Consultation sondage exploratoire.

Québec: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Ville de Québec, Service de l'urbanisme.

(juillet 1974).

Programme de rénovation: Document de consultation - vieux port.

Québec: la ville de Québec.

C. DUBERGER, VILLE DE QUÉBEC

Au milieu des années soixante-dix, la SCHL a participé à plusieurs projets de logement dans la métropole de Québec. Situé dans la proche banlieue de la ville, le site Duberger de 73 hectares était considéré comme l'emplacement probable d'un projet d'environ 2 000 logements de densité moyenne. Le projet Duberger devait témoigner d'une conception nouvelle en matière de logement et de développement communautaire et d'une organisation de services axée sur la conservation de l'énergie. Ce projet a été ajourné en faveur d'autres qui sont actuellement mis à exécution dans la ville de Québec.

ÉTUDES ET RAPPORTS: DUBERGER

Pluram, Inc.

(février 1978).

Projet Duberger: Étude d'opportunité.

Québec: Rapport consultatif pour le compte de la SCHL.

D. LE VIEUX PORT DE MONTRÉAL

En décembre 1977, le gouvernement fédéral annonçait son intention de réaménager le vieux port de Montréal. Les principaux objectifs de ce réaménagement sont de transformer l'exploitation désuète du quartier maritime urbain de manière à faire de ce quartier un élément positif dans la structure urbaine et ce: 1) en mettant en valeur le patrimoine de Montréal; 2) en ouvrant le quartier maritime au public; 3) en adaptant les activités portuaires à la vocation nouvelle du quartier. L'appui que le public accorde à ce nouveau cachet et l'usage intensif du Vieux Montréal devraient également stimuler les rénovations et le réaménagement à l'échelle privée.

Le terrain de 177 hectares est la propriété de plusieurs organismes fédéraux, notamment le Conseil des ports nationaux, Parcs Canada et la SCHL. Le Groupe de démonstration assume la responsabilité de la planification globale et de la coordination. Il a fait acquisition de certaines portions du terrain et effectué les démolitions requises. Le réaménagement du vieux port a été supervisé par un Comité directeur fédéral représentant les diverses instances gouvernementales engagées dans le projet. L'association/Le vieux port, organisation communautaire accréditée par le gouvernement fédéral, a assumé la participation constante du public à la conception du projet du vieux port de Montréal.

Le vieux port se situe au centre-ville de Montréal entre le Vieux Montréal et le fleuve Saint-Laurent. Il inclut les quais Victoria, King Edward et Alexandria situés immédiatement en face du Vieux Montréal et formant le quartier maritime central; la Cité du Havre, projection étroite de 40 hectares qui s'étend le long du port et sur laquelle s'élèvent plusieurs bâtiments qui ont fait partie d'Expo 67 comme Habitat 67 et le Musée d'arts contemporain; une zone comprenant l'embouchure du canal Lachine actuellement hors d'usage et l'ancien Autostade; et le secteur historique Pointe-à-Callière qui fait partie intégrante du Vieux Montréal.

Le réaménagement du vieux port de Montréal se fera par étapes. La dimension des parcelles du terrain exige une planification rigoureuse de la part des secteurs publics et privés concernés afin de refléter les besoins et attitudes dans leurs paramètres actuels. L'activité intense du port se poursuivra dans certaines sections du Vieux Port: il faudra donc intégrer l'activité portuaire de certaines parties de ce terrain aux nouveaux aménagements urbains voisins.

L'accès du public au site sera assuré par une circulation interne améliorée des véhicules et des piétons et par un réseau de transport plus efficace reliant la ville au site lui-même et empruntant les rues étroites du Vieux Montréal.

Les quatre projets de réaménagement de ce terrain sont actuellement à l'étude. De son côté, le gouvernement fédéral fait des recherches pour trouver des dispositions adéquates de mise en oeuvre afin de permettre aux travaux de réaménagement de commencer.

ÉTUDES ET RAPPORTS: LE VIEUX PORT DE MONTRÉAL

Association Le Vieux Port de Montréal
(novembre 1978).

Participation publique à la planification: Rapport sur la
première phase, de mai à septembre 1978.

Montréal: Rapport au MEAU.

Lorsque le gouvernement fédéral annonça en 1977 son intention de réaménager le Vieux Port de Montréal, il sollicita instamment la participation du public. Ce rapport consiste essentiellement en un exposé du programme de participation publique pour l'étape I du plan de réaménagement du vieux port. Suivi de onze annexes, il présente en détail les techniques de participation utilisées et les commentaires reçus de la population de Montréal.

L'élément clé de la participation fut la création d'une association assumant la représentation rationnelle, efficace et pondérée du citoyen dans le processus de planification. Jusqu'à septembre 1978, 600 individus au moins et 50 groupes avaient sollicité leur adhésion. Pendant tout l'été de 1978, plusieurs techniques de consultation furent mises en oeuvre à Montréal: une conférence publique incluant des activités diverses depuis les visites de l'emplacement par bateau ou autobus jusqu'aux ateliers; des exposés oraux et écrits; une exposition estivale qui a accueilli plus de 18 000 visiteurs; une série de questionnaires et une "séance de créativité" permettant aux montréalais d'illustrer leurs propres idées. Le rapport expose à grands traits dix recommandations principales et huit secondaires constituant un résumé des idées et thèmes clés de planification exprimés par la population. Onze annexes rapportent l'ensemble des données de participation dans leur forme originale.

(décembre 1979).

Participation publique à la planification - Rapport sur la
première phase et commentaires.

Montréal: Rapport par l'Association Le Vieux Port de Montréal.

(décembre 1979).

A Redevelopment Strategy for Le Vieux Port de Montréal.

Montréal: Rapport par l'Association Le Vieux Port de Montréal.

L'Association Le Vieux Port est une organisation communautaire à large participation créée par le gouvernement fédéral afin de représenter les montréalais dans la planification du réaménagement du Vieux Port de Montréal. Ce rapport présente la version préliminaire de la stratégie de réaménagement proposée par l'Association, stratégie basée sur un programme de consultation publique de grande envergure organisé en 1978-1979.

Après l'examen d'une grande variété de sujets, le rapport se termine par une série de recommandations clés. Les thèmes abordés incluent entre autres le processus de participation, les options d'aménagement, les contextes historiques et régionaux, la planification physique, les activités du port, les activités culturelles et spéciales, le commerce et l'industrie, le logement, les aspects sociaux et la gestion administrative et financière. L'impression générale du rapport dénote un genre de sobriété reflétant entre autres le désir d'éviter les traquenards des grands projets coûteux tels que l'Expo '67 et les Jeux Olympiques de Montréal.

Beauchamp, Pelletier, architectes.
(novembre 1978).
Canal de Lachine, plan d'aménagement: Secteur Bonaventure.
Montréal: Rapport consultatif pour le compte de Parcs Canada.

Canada, Ministère d'État aux Affaires Urbaines/Société centrale d'hypothèques et de logement.
(juin et novembre 1978).
Le Vieux Port de Montréal, Vol. 1, n° 1 et 2 (périodique).

Chenier, Rémi.
(décembre 1978).
La Pointe-à-Callière: Aperçu historique de 1611 à nos jours.
Montréal: Rapport consultatif pour le compte de Parcs Canada.

Communauté urbaine de Montréal, Service de la planification.
(décembre 1976).
Canal de l'aqueduc - Proposition pour l'aménagement d'une piste cyclable.
Montréal: Communauté urbaine de Montréal.

Conseiller en Projets Communautaires Ltée.
(avril 1969).
Cité du Havre.
Montréal: Rapport consultatif pour le compte de la SCHL et le Conseil des ports nationaux.

Desnoyers, Mercure, Gagnon, Sheppard et Moshe Safdie,
architectes, urbanistes et associés.
(avril 1977).
Old Harbour and Cité du Havre, Montréal.
Montréal: Rapport consultatif pour le compte de la SCHL.

(février 1978).

Montréal Waterfront Action Programme.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte de la SCHL.

(mai 1978).

Vieux Port de Montréal: Plan d'étude.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

(décembre 1978).

Urban Design Concept Plan.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte de la SCHL.

(mars 1979).

Options for le Vieux Port de Montréal: A Project of the
Ministry of State for Urban Affairs.

Montréal: Rapport consultation pour le compte du MEAU et la
SCHL.

Constituant essentiellement un résumé de la planification réalisée jusqu'à date, ce rapport fait une description générale des quatre principales options d'aménagement proposées pour le projet de base aux fonctionnaires publics, au grand public et à la presse lors de la discussion des plans du Vieux Port. Il commence par un exposé complet des rapports consultatifs et des études concernant le Projet.

En guise d'entrée en matière, le rapport présente le Vieux Port sous une perspective historique. Il fait ensuite l'inventaire des terrains, bâtiments et infrastructures, présente les principaux problèmes de la planification et aborde enfin la préservation des structures portuaires existantes. Les quatre options examinées sont les suivantes: 1) un plan d'aménagement minimum faisant du Vieux Port un équipement récréatif principal de la ville; 2) un plan d'aménagement maximum qui étendrait la structure de la ville jusqu'à la rivière et mettrait un accent particulier sur l'aménagement d'un secteur résidentiel; 3) un plan d'aménagement mixte assurant l'équilibre entre les espaces libres et les quartiers aménagés; 4) le plan du Bassin du canal Lachine, qui s'écarte radicalement des trois autres options et vise le réaménagement intégral de l'environnement physique et immobilier du port. Chaque option est accompagnée de données statistiques et d'une estimation de coûts. Un répertoire bibliographique termine le rapport.

Dufour, P.

(février 1978).

Le port de Montréal: Aperçu historique et thématique de recherche.

Montréal: Rapport de Parcs Canada.

Ce compte rendu de recherche aborde l'histoire du port de Montréal depuis le milieu du dix-septième siècle jusqu'à nos jours. Il comporte sept sections: 1) le port en gestion 1640-1830; 2) le port fluvial 1830-1850; 3) le port maritime 1850-1900; 4) le port aux grains 1900-1930; 5) le port en déclin relatif; 6) sujets de recherche et 7) une collection de photos historiques et de plans topographiques.

Les entraves naturelles tels les rapides, les torrents, les vents contraires et les plans hauts-fonds ont limité les activités du port de Montréal aux chalands et aux bateaux Durham durant les premières années d'existence de la ville. A la fin du dix-huitième siècle, les vagues d'immigrants européens et la construction des canaux reliant Montréal aux Grands Lacs ont agi de concert pour donner une certaine impulsion à l'aménagement substantiel du port, surtout en ce qui concerne les navires à destination de l'océan. Le dragage du lac Saint-Pierre, l'ascension du bateau à vapeur et l'essor urbain et industriel de Montréal ont aidé à créer les fondations d'un port maritime de plus en plus important. Le début du vingtième siècle vit l'ouverture de la route vers les Prairies et la consécration du port de Montréal comme le principal port aux grains du Canada et le deuxième plus grand port de l'Amérique du Nord après le port de New York. Néanmoins et depuis ce temps-là, le port de Montréal ne cesse de perdre du terrain devant le port de Vancouver, surtout dans le secteur de l'exportation. Les réaménagements récents effectués à Montréal peuvent encore freiner le déclin du port.

Gaucher, Pringle.

(août 1978).

Étude préliminaire des coûts de démolition et de recyclage des entrepôts des quais Alexandra et King Edward.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

(septembre 1978).

Vieux Port de Montréal: Études des coûts a) recyclage des entrepôts, et b) modification des quais.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

-----.

(novembre 1978).

Vieux port de Montréal: Études des coûts c) recyclage des entrepôts, option commercial.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Gendron, Lefevre Inc.

(septembre 1978).

Étude de génie civil.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Hydro-Québec.

(février 1978).

Direction des projets de lignes de transport.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Lahaye, Jean-Claude.

(octobre 1979).

Canal Lachine: Tome I - navigation; Tome II - autres fonctions.

Montréal: Administration de la voie maritime du St-Laurent.

Lemieux, Morin, Bourdages, Doucet, Simard et Associés,
ingénieurs-conseils.

(février 1979).

Rapport d'étape 1 - Étude écologique pour le développement du Vieux Port de Montréal: 1. Les données de base; 2. Dossier visuel.

Montréal: Rapports consultatifs pour le compte de la SCHL et du MEAU.

Lincourt, M.

(juillet 1974).

Port de Montréal: Étude de redéveloppement.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

-----.

(janvier 1975).

Port de Montréal: Étude de service en valeur, société générale des systèmes urbains.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

Parcs Canada.

(mars 1979).

Canal de Lachine: Plan directeur.

Montréal: Planification, Région du Québec, Parcs Canada.

Un plan de réaménagement du canal Lachine à Montréal fut publié en avril 1978. Ce rapport et plan directeur constitue entre

autre la réaction au plan de réaménagement formulé par les fonctionnaires de Parcs Canada et par les industriels; les autorités municipales et les groupes communautaires urbains de Montréal. Les objectifs du plan directeur sont les suivants: 1) préserver le patrimoine et créer un équipement public culturel, social et récréatif; 2) assurer l'accès à la région du canal à partir des zones adjacentes et de la région de Montréal; 3) développer une ressource récréative principalement passive; et 4) s'assurer que les installations existantes près du canal sont prises en considération.

Le canal Lachine qui s'étend sur 13,4 km et longe des terrains dont la largeur varie de 3 à 35 mètres n'est plus un corridor de traversée opérationnel. Le rapport examine le potentiel du canal en fonction de la structure physique, de l'utilisation des terrains, du trafic et des principales contraintes d'aménagement. Le plan conceptuel illustre en détail l'accent mis sur les divers niveaux d'accessibilité et le besoin de réaliser l'intégration fonctionnelle des installations du canal avec celles qui existent déjà dans la ville. Plusieurs photos historiques et des cartes dépliantes illustrent le plan du canal Lachine.

Québec, gouvernement du.
(septembre 1979).

Projet Archipal de Montréal: Synthèse de l'étude de préféabilité. Québec.

Research Committee, Le Vieux Port Project.
(mars 1979).

Report on the evaluation of Railway Access Options.

Montréal: Report to the Interministerial Planning Committee,
CMHC.

Sorès Inc.
(juin 1978).

Projet d'aménagement du Vieux Port de Montréal: Étude de marché - Rapport d'étape 1.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte de la SCHL et du
MEAU.

(octobre 1978).

Vieux port de Montréal - Élaboration d'un concept urbain: Études de marché.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte de la SCHL et du
MEAU.

Tout aménagement du Vieux Port de Montréal doit tenir compte des aménagements environnants dans la ville de Montréal et des

caractéristiques globales de la croissance métropolitaine et régionale. Ce rapport examine le potentiel d'aménagement du port au regard du logement, des locaux commerciaux, administratifs et industriels, des loisirs et du tourisme et ce, dans le contexte des quartiers adjacents de Lachine, du Vieux Montréal et du centre-ville et dans le contexte de la grande région métropolitaine.

Bien que la demande de logements à l'intérieur de la ville de Montréal soit limitée depuis quelques années et que le centre-ville soit saturé de restaurants, boutiques et autres commerces en détail, le rapport conclut qu'un complexe du vieux port dûment aménagé pourrait supporter les zones résidentielles et commerciales proposées. Un intérêt particulier est porté sur l'évaluation du potentiel d'un centre commercial intérieur analogue au Boston's Faneuil Hall Market et appelé la Place du Marché Bonsecours.

Travaux publics (Canada).
(mars 1977).
Rapport sur le concept de développement.
Montréal: Travaux publics.

Urbec.
(mai 1978).
Canal de Lachine: Étude d'intégration urbaine.
Montréal: Rapport consultatif pour le compte des Travaux publics Canada.

Walton, C.
(1979).
Designs for the Old Port of Montréal/Projets pour le Vieux Port de Montréal.
Boston: Rapport établi pour le compte du programme d'architecture urbaine, Graduate School of design, Harvard University.

Westburn Development Consultants Ltd.
(juin 1978).
Executive Summary: Simulation Analysis of Grain Elevators at the Port of Montréal.
Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

E. PROJET RUE SAINT-PIERRE, MONTRÉAL

Ce projet, situé dans le quartier Pointe-à-Callière du Vieux Montréal, comprend six anciens entrepôts que la SCHL a acquis vers la fin de 1977. On espère que la restauration de ces bâtiments stimule l'initiative privée en matière d'investissement et de remise en état dans le Vieux Montréal, complétant de la sorte les initiatives publiques et le projet d'aménagement du vieux port de Montréal.

L'objectif principal du projet rue Saint-Pierre est de démontrer que les vieux bâtiments des quartiers urbains historiques ne doivent pas être démolis, car ils peuvent être restaurés et adaptés aux besoins résidentiels. Contrairement aux restaurations résultant d'un intérêt récent au centre-ville, ce projet ne vise ni la réalisation d'un marché spécialisé à revenus élevés, ni la construction de logements à caractère artisanal, ni l'investissement dans une activité touristique éventuelle; il démontrera simplement la possibilité de convertir une variété de structures en des logements utilisables par un plus grand segment de la population du centre-ville.

Ainsi, sur une initiative conjointe publique et privée, les six entrepôts seront convertis en logements à prix modéré complétés par d'autres bâtiments commerciaux et résidentiels. Trois des entrepôts pourraient être transformés en un ensemble de 125 à 150 logements. On a proposé de convertir l'entrepôt le plus grand qui se situe près de l'hôpital général des Soeurs Grises et de l'utiliser à des fins culturelles, commerciales, institutionnelles et résidentielles. Les travaux de rénovation commenceront à l'automne de 1980.

ÉTUDES ET RAPPORTS: RUE ST-PIERRE

Asselin, Benoît, Boucher, Ducharme, Lapointe Inc. Coordination.
(décembre 1975).

Restauration de l'ancien hôpital général des Soeurs grises de
Montréal.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte des Soeurs grises.

Association Le Vieux Port de Montréal.
(novembre 1978).

Proceedings of the Pointe-à-Callière Conference: Résumé of
Workshops.

Montréal: Pointe-à-Callière Public Participation Conference.

Burman, Bouchard, architectes.
(juin 1979).

Musée Marc-Aurèle Fortin.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du Groupe de
recherche et démonstration, SCHL.

Consultas Inc.
(juin 1978).

Réfections de deux bâtiments dans le Vieux Montréal.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du Groupe de
recherche et démonstration, SCHL.

Desnoyers, Mercure, Gagnon, Sheppard et Moshe Safdie,
architectes.

(août 1978).

Projet rue Saint-Pierre.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du Groupe de
recherche et démonstration, SCHL.

(septembre 1979).

Le Cours St-Pierre: Édifice E.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du Groupe de
recherche et démonstration, SCHL.

Lambert, V.
(1978).

Inventaire, rue de la Commune.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU.

F. PROJET EXPÉRIMENTAL MILTON-PARC, MONTRÉAL

Milton-parc, zone de 5 pâtés de maisons située au centre-ville de Montréal à l'est de l'université McGill, a été depuis la fin des années soixante l'objet d'une longue confrontation entre les citoyens et les constructeurs. Malgré certains réaménagements qui ont donné lieu à de grands immeubles tel le complexe La Cité à usage commercial et résidentiel, le secteur a été l'objet d'un sous-zonage, ce qui a considérablement limité la possibilité d'autres réaménagements. En mai 1979, à la demande de la Société du patrimoine urbain de Montréal, la SCHL a acheté à Milton-parc un groupe d'environ 720 logements privés. Ces logements font actuellement l'objet d'un projet de démonstration visant la remise en état des maisons à loyer du centre-ville et leur conversion en logements coopératifs et sans but lucratif.

Cette expérience unique en son genre consistant à protéger les vieilles maisons contre la démolition ou la conversion en logements coûteux doit aboutir à la rénovation de 600 logements destinés en priorité à leurs résidents originaux. Les objectifs du Projet expérimental Milton-parc sont les suivants: 1) remettre en état les vieux logements du centre-ville dans des limites budgétaires qui les gardent accessibles aux familles à revenu faible et plus particulièrement à leurs locataires actuels; 2) vérifier la possibilité et l'opportunité de l'aménagement d'une grande communauté formée de petites organisations coopératives et sans but lucratif; 3) préserver les bâtiments et les éléments architecturaux qui ont une valeur historique importante.

Moyennant un accord pour la vente passé avec une organisation sans but lucratif - la Société du patrimoine urbain de Montréal (SPUM) - la SCHL agira comme intermédiaire dans les activités de remise en état. Son rôle est de faciliter la conservation et la rénovation des logements en aidant à l'élaboration d'un plan d'action et en assurant le financement dans le cadre des programmes de logement social stipulés par la Loi nationale sur l'habitation. La SPUM assume la responsabilité de la rénovation et de la revente des logements qui seront réorganisés sous forme de projets coopératifs et sans but lucratif destinés dans la mesure du possible aux locataires actuels. Elle agira également comme groupe professionnel à l'égard des résidents de Milton-parc en assurant la participation communautaire continue à ce projet.

ÉTUDES ET RAPPORTS: MILTON-PARC

Société du patrimoine urbain de Montréal.

(juin 1979).

Un plan d'action.

Montréal: Rapport pour le compte du groupe de recherche et de démonstration, SCHL.

Ce rapport examine les aspects financiers tels que la possibilité de réalisation du projet, le loyer du marché et le prix d'achat dans les limites du financement actuel en vertu de la LNH. Il explore plusieurs situations au regard du rythme de transfert de 550 logements du domaine de la location à titre privé à celui du logement coopératif ou sans but lucratif contrôlé et entretenu par l'occupant. Une annexe comporte un rapport détaillé sur les analyses budgétaires, historiques, architecturales et démographiques.

G. SECTEUR FOURNIER, HULL

Le secteur Fournier, terrain de 40 hectares situé à Hull (Québec), a été désigné par la Commission de la capitale nationale et la SCHL comme l'emplacement probable d'un projet commun de logement. Le secteur Fournier dont les résidents actuels sont au nombre de 2 000 environ s'étend sur un terrain presque totalement entouré par la rivière des Outaouais sur la rive opposée à la colline du Parlement. Les plans d'exécution de ce projet expérimental de logement furent entamés au printemps de 1975. Les travaux effectués jusqu'à date ont porté sur l'aménagement paysager du rivage pour l'usage récréatif du public.

Le projet d'aménagement du secteur Fournier a plusieurs objectifs. En tant que projet expérimental de logement, il devrait mettre à la disposition des résidents de Hull, surtout ceux touchés par les programmes récents et futurs de rénovation urbaine, une gamme de logements à tenures diverses et à des prix abordables. Il devrait également stimuler la rénovation du centre-ville de Hull qui longe la rivière des Outaouais. Le projet est en ce moment immobilisé à cause des conditions du marché.

ÉTUDES ET RAPPORTS: SECTEUR FOURNIER

Ouellet, Reeves, architectes.
(novembre 1976).

Secteur Fournier: Étude pour un projet de démonstration
résidentiel.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte de la SCHL et de la
CCN.

A. PROJET EXPÉRIMENTAL LES PLAINES LEBRETON, OTTAWA

Le projet des Plaines LeBreton est un projet de logements entrepris conjointement par la Commission de la Capitale nationale et la Société canadienne d'hypothèques et de logement sur un groupe de terrains du centre-ville d'Ottawa à 1 km environ à l'ouest de la colline du Parlement. Avant son acquisition par le gouvernement fédéral vers la fin des années cinquante et durant les années soixante, le quartier des Plaines LeBreton comportait un mélange de zones résidentielles et industrielles.

Le but initial de l'acquisition de ces plaines de 63 hectares était la construction des quartiers généraux du ministère de la Défense nationale, mais en 1974, le Cabinet fédéral décréta que les terrains dégagés serviraient à la construction d'une zone résidentielle pilote et chargea la SCHL du rôle d'agent de livraison.

Trois objectifs fondamentaux justifient le projet des Plaines LeBreton: 1) élaborer un plan d'ensemble pour une communauté urbaine modèle; 2) utiliser la réalisation du projet comme "laboratoire urbain" pour la vérification des plans conceptuels et des idées y afférentes et 3) d'élaborer ce projet sur une base de planification ouverte incluant la participation des citoyens ainsi que celle d'organismes d'approbation. D'une manière plus spécifique, ce projet pilote est conçu de façon à répondre aux critères optimaux d'environnement social et physique en témoignant de caractéristiques suivantes: attirer et desservir une grande variété de classes économiques et de ménages en offrant une gamme variée de logements et de tenures; faciliter l'utilisation polyvalente des terrains afin de préserver la vitalité qui caractérise les milieux urbains et de contribuer au repeuplement du centre-ville d'Ottawa; s'intégrer aux communautés environnantes et répondre à l'évolution des besoins de logement au centre-ville; assurer l'intimité, l'autonomie et la sécurité dans le contexte des niveaux de densité démographique en milieu urbain; maximiser les économies d'énergie, de terrains et de matériaux étant donné l'emplacement des Plaines LeBreton par rapport au centre-ville; et ménager les besoins du transport régional sans porter préjudice à la communauté des Plaines LeBreton.

La planification globale des Plaines LeBreton a commencé en 1975 et s'est poursuivie jusqu'en 1977 et plusieurs études de planification étaient en marche dans cette planification préliminaire. Puis, en 1977, l'accent a été mis sur l'aménagement de la phase I qui comprenait 425 unités de logements avoisinant le quartier Dalhousie. Après que la construction de 8 unités de logements prototypes ait été terminée, on a confié l'aménagement de 10 parcelles à des entrepreneurs privés et des entreprises à but non-lucratives.

Le groupe de démonstration de la SCHL était responsable de l'installation des services utilitaires, de la location des parcelles à aménager et de la coordination de l'aménagement. Actuellement 300 unités de logement sont en construction ou sont construites et occupées.

Les plans d'aménagement des sections restantes des Plaines LeBreton sont actuellement à l'étude. L'évaluation du taux de succès de l'étape I se servira de base à la planification des étapes ultérieures.

LEBRETON FLATS STUDIES AND REPORTS

Barnard, Peter, Associates, avec Soloway, Wright et Houston.
(juin 1977).

LeBreton Flats Land Tenure Study.

Toronto: Rapport consultatif pour le projet expérimental des
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Depuis le commencement du projet expérimental des Plaines
LeBreton, on s'est préoccupé de savoir comment transmettre le
terrain à une variété d'individus et de corporations dont
l'intention est de construire ou d'occuper les logements. Les
deux options essentielles sont la tenure à bail et la tenure en
propriété libre, la dernière étant la plus fréquemment disponible
au Canada. Ce rapport expose les différents modes d'occupation
et fait l'analyse des solutions de rechange.

Les objectifs du gouvernement fédéral au regard du projet
LeBreton visent le maintien du contrôle sur les terrains des
Plaines LeBreton aux fins d'orienter le développement, d'éviter
les bénéfices excessifs du secteur privé et de maintenir la
possibilité d'un réaménagement public. En tenant compte d'une
part d'une population éventuelle formée de propriétaires-
occupants, de locataires, de locataires de logements sans but
lucratif, coopératifs et publics et, d'autre part, des divers
objectifs du projet, ce rapport évalue les deux formes de tenure.
Il conclut que la tenure à bail a certains avantages surtout en
ce qui concerne la commercialisation. Le rapport est complété
par une analyse approfondie des formes de tenure.

Beamish, A., N. Ironside et R. Moran.

(avril 1976).

Integrating LeBreton and Dalhousie: Architectural Guidelines.

Ottawa: Rapport pour le compte du bureau de planification de
Dalhousie par les membres de l'école d'architecture,
Université Carleton, Ottawa.

Bond, P.

(décembre 1974).

Application of Housing Programs for LeBreton Flats.

Ottawa: Rapport sur le projet expérimental Les Plaines LeBreton
pour le compte de la CCN.

Brais, Frigon, Hanley & Associates Ltd.

(mai 1978).

LeBreton Flats Demonstration Project: District Heating
Analysis

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Ce rapport a pour objet d'analyser la réalisation possible au point de vue technique d'une installation de chauffage par quartier pour le projet expérimental des Plaines LeBreton, les diverses méthodes d'exécution et d'échelonnement des travaux de construction, l'emplacement éventuel de cette installation et ses coûts estimatifs. Le rapport n'aborde ni l'aspect économique ni la validité de l'utilisation d'une installation de chauffage par quartier.

En se référant fréquemment aux données techniques d'une étude intitulée Energy Utilisation Study effectuée par les mêmes auteurs au sujet du projet expérimental Woodroffe, le rapport conclut qu'il serait possible de construire une installation de chauffage par quartier pour un coût d'immobilisation estimatif de \$6 275 000. On a pris en considération l'installation de chauffage prévue par le ministère des Travaux publics pour le même quartier et la possibilité d'utiliser l'ancienne brasserie située sur le terrain du projet LeBreton pour abriter provisoirement l'installation de chauffage.

Ce rapport n'a pas donné suite, cependant on envisage la possibilité d'installer un système de chauffage par quartier de coût plus modeste.

Burton, R.

(décembre 1975).

LeBreton Housing Study.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Société centrale d'hypothèques et de logement/Commission de la capitale nationale.

(janvier 1979).

Public Participation Program: Some Perspectives.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Damas and Smith Ltd.

(octobre 1975).

Planning Approvals Process Status Report.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(décembre 1975).

Transportation Planning Study: Phase One Status Report.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(décembre 1976).

Transportation Study Area Isolation Analysis.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Cette étude des transports dans le cadre du projet expérimental des Plaines LeBreton fait suite à l'étude effectuée par les mêmes auteurs sous le titre de National Capital Region Traffic Analysis. Elle a pour objet de déterminer le débit et les mouvements des véhicules dans les principales rues entourant les Plaines LeBreton durant l'année où la population de la région de la Capitale nationale atteindra 1,4 million d'habitants.

L'étude est basée en premier lieu sur le plan officiel de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et se subdivise en trois situations expérimentales utilisant le plan de conception préliminaire des Plaines LeBreton et deux réseaux de remplacement proposés pour la zone. Chacune des trois situations implique une analyse de réseau et une évaluation du réseau de déplacement des camions. Le rapport inclut des cartes dépliantes illustrant chaque situation expérimentale.

(décembre 1976).

Transportation Study: National Capital Commission Regional Traffic Analysis.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(avril 1977).

Proposed Steam Plant Access Feasibility Study.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte de TPC.

De Leuw Cather Canada Ltd./Beauchemin Beaton Lapointe Ltd.

(février 1976).

Rapid Transit Appraisal Study for the Regional Municipality of Ottawa-Carleton.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Diamond, A.J. Ltd.

(février 1976).

Urban Planning and Design: Phase One.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(février 1977).

Draft Report.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Domicil.

(n.d.).

A Prototype Modular Housing System.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

D.P.A. Consulting Ltd.

(février 1979).

Impact of LeBreton Flats on the Dalhousie Neighbourhood.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Le quartier Dalhousie situé immédiatement au sud du projet expérimental des Plaines LeBreton est caractérisé par une population à revenu faible ou modéré et par des logements dont la majorité est en location. Cette étude explore dans quelle mesure le projet LeBreton risque de modifier le quartier Dalhousie et d'en menacer la stabilité.

Le rapport analyse le marché immobilier du quartier et de la ville d'Ottawa, l'investissement éventuel dans la rénovation et le réaménagement, les programmes publics d'aide à l'amélioration des quartiers et le rôle des organisations sans but lucratif, coopératives et communautaires. Il présente les diverses solutions susceptibles d'intégrer le vieux quartier dans le nouveau sans pour autant priver les familles à revenu faible et modéré de Dalhousie de la chance de trouver un logement. Les annexes comportent des cartes de la zone en cause ainsi qu'un volume important de données techniques et démographiques.

Frood, P.

(février 1977).

Sharewood Housing Cooperative: A Housing Needs Study.

Ottawa.

Geoconsult Ltd.

(novembre 1975).

Summary of Geologic Subsurface Studies in LeBreton Flats.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte de J.R. Richards
and Associates Ltd.

Hamilton, D.C., Consultants.

(juin 1976).

Preliminary Market Study for Retail/Commercial Space in
LeBreton Flats.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(février 1977).

Commercial/Retail Market Study.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(mars 1977).

Fiscal Impact Analysis of the LeBreton Flats Development.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

La réalisation du projet expérimental des Plaines LeBreton se traduira nécessairement par une sollicitation accrue des services municipaux, régionaux et scolaires de la ville d'Ottawa. Ce rapport analyse les répercussions fiscales de cette sollicitation pour l'année 1976, en supposant que le projet existe et bénéficie d'un niveau de services comparable à celui dont bénéficie le reste de la ville.

Le rapport inclut un exposé des méthodes et procédés, un ensemble de 13 exposés d'impact financier et une discussion des difficultés et contraintes rencontrées dans l'analyse des répercussions fiscales. Il conclut que la ville et la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton bénéficieront de revenus nets substantiels mais que les dépenses nettes pour l'éducation annuleront ces revenus, ce qui donnera un projet légèrement déficitaire. Le rapport est complété par des tableaux d'analyse des coûts et des indications bibliographiques.

Hough, Stansbury and Associates Ltd.

(janvier 1979).

LeBreton Flats Landscape Development Interim Report.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Institute of Environmental Research.

(septembre 1976).

Small Group Process, Volumes 1 and 2.

Toronto: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

La "technique des petits groupes" est une méthode d'animation collective conçue spécifiquement pour le projet expérimental des Plaines LeBreton. Le but de cette technique est d'identifier les attitudes, préférences et besoins de groupes d'individus pouvant se substituer aux futurs résidents des Plaines LeBreton.

Dix groupes formés par exemple d'adolescents, de personnes âgées francophones, d'handicapés, d'anglophones à revenu modeste et de conjoints qui travaillent ont été considérés comme ayant des besoins négligés normalement dans le processus de planification. Chaque groupe a participé à quatre séances de discussion de trois heures durant lesquelles ils ont exprimé leurs opinions sur des thèmes tels que "Vivre à Ottawa", les composantes d'une communauté et "la communauté idéale". Chaque groupe a complété son travail par l'élaboration d'un plan d'aménagement des Plaines LeBreton. Il n'a pas été possible de tirer des conclusions de grande envergure sur les attitudes et préférences, toujours est-il que les opinions prédominantes ont été mises en valeur.

(septembre 1976).

User Needs Interviews.

Toronto: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(décembre 1976).

Community Services Report.

Toronto: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

McRostie, Soto, Genest and Associates Ltd.
(1975).

Report on 1975 Subsurface Investigation.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte de J.L. Richards and Associates Ltd.

Morrison, M.
(juillet 1976).

Communal Households in Ottawa.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte de l'équipe de planification du projet des Plaines LeBreton.

Morrison, Hershfield, Theakston and Rowan Ltd.
(octobre 1976).

Wind and Snow Control Studies.

Guelph: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Murray and Murray Ltd.
(1974).

Wellington Street West: Development Study, Volume 1.
Ottawa: Rapport consultatif pour le compte de TPC.

Commission de la capitale nationale.
(février 1977).

Density.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

-----, et Société centrale
d'hypothèques et de logement.
(octobre 1975).

Phase I Pre-planning Report.

Ottawa: CCN/SCHL.

(décembre 1976).

Preliminary Design Criteria Phase I.

Ottawa: CCN/SCHL.

Neighbourhood Improvement Committee.
(1973).

Citizens Proposal for ther Physical Evolution of an Inner-City
Area.

Ottawa: Comité d'amélioration du voisinage.

Rankin, E.

(décembre 1974).

Population Profile: LeBreton Flats and the Surrounding
Communities.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Realty Research Group Ltd.

(octobre 1975).

Compendium Report: Marketability of Housing on LeBreton Flats
Site.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(octobre 1975).

Phase One Planning Program: Housing Market Research.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(juin 1977).

Retail Marketability Analysis, LeBreton Flats.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(septembre 1978).

LeBreton Flats Housing Demand.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Depuis que le Realty Research Group a terminé son étude prévisionnelle de la population et du marché immobilier du projet expérimental des Plaines LeBreton, la structure démographique et socio-économique de la ville d'Ottawa a substantiellement évolué... voir Compendium Report: Marketability of Housing on LeBreton Flats Site. La politique de décentralisation du gouvernement fédéral et les contraintes budgétaires des dernières années soixante-dix ont eu des répercussions sérieuses sur la croissance de la population d'Ottawa formée principalement d'employés et nécessité la mise à jour des chiffres de 1975.

Le présent rapport réexamine la situation de l'emploi, la croissance de la population et des ménages et l'évolution de la demande de logement à Ottawa et à Hull et comporte en annexe une étude comparative des coûts des appartements et des maisons en copropriété à Ottawa et à Hull. Les prévisions initiales relatives à la situation probable des Plaines LeBreton sur le marché du logement n'étaient pas substantiellement différentes de celles présentées dans ce rapport. L'importance des nouvelles données réside dans l'indication que la réduction probable de la population accompagnée naturellement d'une baisse de la demande de logements devrait inciter l'équipe de planification de LeBreton à mettre plus d'accent sur la commercialisation des logements LeBreton tout en sauvegardant le cachet social de ces logements.

(décembre 1978).

LeBreton Flats Retail/Commercial Space.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Un des objectifs du projet expérimental des Plaines LeBreton est d'intégrer les services commerciaux et de vente de détail dans la nouvelle communauté. Après un aperçu général sur les espaces commerciaux et les magasins de détail existants dans le quartier Dalhousie, ce rapport examine quel volume d'espaces commerciaux nouveaux les Plaines LeBreton seraient en mesure de supporter.

Pour conserver l'élément commercial et de vente au détail au-dessous de l'échelle régionale, les Plaines LeBreton ne comporteront pas de supermarché. L'absence d'une telle concurrence a amené les auteurs à conclure qu'une bonne variété de magasins dont la majorité occuperait la rue piétonne couverte serait requise. Le rapport examine chaque type de magasin et de service et recommande les surfaces au plancher pour les étapes 1,4 et 5/6 du projet LeBreton.

Richards, J.L., and Associates Ltd.
(novembre 1975).

Pre-planning Infrastructure Report.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Cette étude a pour objet d'identifier les contraintes de planification associées aux services d'infrastructure du projet expérimental des Plaines LeBreton. Elle met l'accent sur les innovations apportées aux services de distribution de l'eau, aux services des égouts et aux systèmes d'évacuation des eaux pluviales dans le projet LeBreton ainsi que sur les systèmes mécaniques, électriques et de communications installés dans ce projet.

Les égouts combinés existants ont constitué la plus sérieuse contrainte en matière de planification, eu égard aux situations de trop-plein observées dans le voisinage de LeBreton. Le rapport recommande de donner la priorité absolue à un programme de séparation des égouts dans la ville d'Ottawa et de construire un nouveau système d'évacuation des eaux pluviales. Il suggère pour l'alimentation du système mécanique une énergie électrique à base solaire et évalue pour le système de communications le concept de "la cité câblée" (lecture de compteur et détection à distance). Des études supplémentaires comportent l'examen des fondations des anciens logements de LeBreton et une analyse bactériologique et chimique de l'eau dans le canal et la rivière des Outaouais adjacents à l'emplacement.

(juin 1977).

Infrastructure Requirements: LeBreton Flats Stage One
Development.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Ce rapport a pour objet d'établir l'étendue et les coûts probables de l'infrastructure requise pour l'étape I du projet expérimental des Plaines LeBreton. L'étape I comporte 425 unités de logements multiples à hauteur réduite situées sur un emplacement qui conserve une partie de l'ancienne infrastructure des Plaines LeBreton.

Le rapport conclut que le système régional existant de distribution de l'eau permet d'assurer sans difficulté un débit largement suffisant d'eau domestique et d'alimenter les bouches d'incendie. Les systèmes d'évaluation des eaux usées et des eaux pluviales qui sont actuellement en place offrent une capacité suffisante. Le rapport indique que les deux types d'égouts devront être séparés à l'intérieur des zones d'aménagement et ne prévoit pas la nécessité de construire d'autres égouts publics. Il recommande de remplacer les lignes aériennes électriques de l'ancien quartier LeBreton par un réseau de distribution souterrain. Etant donné que l'ancienne installation téléphonique est pratiquement retirée de la région, le quartier se prête facilement à un nouveau service. Il sera nécessaire d'améliorer les trottoirs et les routes, mais le réalignement de la rue Rochester, traité séparément dans le rapport, n'est pas considéré comme présentant une grosse difficulté technique. Des plans dépliant illustrent l'emplacement des conduites d'eau principales et des égouts existants ou proposés, et des photographies indiquent l'état des routes. Le rapport présente enfin les coûts estimatifs de chaque élément d'infrastructure.

(juillet 1977).

Report on Heating of the LeBreton Flats Residential Community:
Stages One and Two.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

(n.d.).

Infrastructure Considerations.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Shawinigan Engineering Co. Ltd.
(octobre 1975).

LeBreton Flats Environmental Study.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Ce rapport examine la capacité portante naturelle du terrain du projet expérimental des Plaines LeBreton. Sans constituer une analyse de l'impact, le rapport indique les limitations naturelles de l'emplacement et, partant, établit certains critères de planification pour la conception préliminaire de l'étape I du projet LeBreton.

L'analyse du terrain est basée sur une grande gamme d'éléments physiques et biologiques notamment le sol, la végétation, la ligne de rivage, la faune, le microclimat, la qualité de l'eau et de l'air, l'énergie solaire et l'archéologie. Étant donné la faible épaisseur de la couche arable, la faible spongiosité du sol, l'exposition aux vents, à la pollution et à l'érosion, la végétation est limitée. La ligne de rivage est généralement stable et se prête le mieux à la faune. La qualité de l'air aux plaines LeBreton est adéquate, mais la teneur bactérienne de l'eau ne permet pas la natation dans tous les emplacements. Chaque analyse est accompagnée d'un schéma topographique dépliant.

(mars 1977).

District Heating, Cooling and Solid Waste Conversion: A
Technical Presentation and Discussion.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte de Travaux publics
Canada.

Steering Committee, LeBreton Flats Project.
(1976).

LeBreton: Phase I Summary Report.

Ottawa: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les
Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

La planification préliminaire de l'étape I du projet expérimental des Plaines LeBreton a comporté: 1) l'examen des contraintes et ressources physiques, sociales et économiques; 2) l'identification des buts, objectifs et problèmes de planification; et 3) l'élaboration des méthodes de planification du terrain. Ce rapport présente les résultats et conclusions formulés au regard de l'étape I par le comité directeur du projet LeBreton.

Un programme de planification établit la structure gestionnelle du projet LeBreton et y prévoit un élément de participation publique. Il identifie les buts et objectifs et les besoins

sociaux et communautaires et effectue une analyse du marché du logement, de l'emplacement physique et du réseau des transports. L'analyse du marché du logement inclut l'évaluation des configurations socio-économiques des ménages et la répartition des logements par types et tenures. Les méthodes de planification du terrain, dont l'une consiste par exemple à analyser les relations entre le quartier LeBreton et la communauté environnante, soulignent l'envergure de la tâche assumée par l'équipe de planification du projet LeBreton.

Teasdale, P.
(septembre 1979).

A User and Visitor Generated Evaluation of Eight Experimental Townhouses.

Montréal: Rapport consultatif pour le projet expérimental Les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Cette évaluation du résident ou visiteur a suivi l'achèvement de la première série de huit logements dans l'étape I du projet expérimental des Plaines LeBreton. Afin de déterminer quels éléments de l'étape I devraient être conservés ou abandonnés, on a demandé à cinq familles résidentes et 210 visiteurs de formuler leur degré de satisfaction des huit logements et leurs opinions générales sur la conception du projet.

Une enquête approfondie fut entreprise sur les cinq familles, accompagnée de données démographiques, d'une reproduction de l'agencement des meubles dans les logements antérieurs et dans ceux des Plaines LeBreton et de photographies des lieux. Environ 80 facteurs furent l'objet d'une évaluation de la part des résidents et des visiteurs. La conclusion globale du rapport était en faveur des concepteurs de projet LeBreton, mais il fut indiqué que les huit unités représentatives auraient dû être conçues pour une plus grande variété de types de ménages plutôt que pour la famille moyenne.

Thomson, Claudette.
(janvier 1976).

Citizen Participation in the LeBreton Flats Project: Phase I Report.

Ottawa: Rapport pour le projet expérimental les Plaines LeBreton, CCN/SCHL.

Avec le lancement du projet expérimental des Plaines LeBreton en mai 1975, la CCN et la SCHL se sont engagées à mettre sur pied un processus de participation publique. Ledit processus avait deux objectifs dont l'un était de faire participer à la planification ceux qui seront concernés par la nouvelle communauté et l'autre était d'assurer la participation à chaque étape de planification.

La réalisation de ces objectifs fut confiée au Comité des citoyens des Plaines LeBreton. Le rapport décrit la création du comité, son organisation (interne et en rapport avec les équipes de planification et d'exécution du projet LeBreton) et ses réalisations. Il traite des considérations et projets futurs en mettant l'accent sur l'intention d'élargir la base de la participation publique au projet LeBreton.

Zeidler Partnership Architects.

(décembre 1975).

Mall Wellington Street West.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte de TPC.

B. PROJET EXPÉRIMENTAL WOODROFFE, OTTAWA

En 1974, le ministère des Travaux publics cédait à la Société canadienne d'hypothèques et de logement un ancien terrain agricole de 162 hectares environ situé dans la portion ouest de la ceinture verte d'Ottawa, afin d'y construire le projet expérimental de logement de Woodroffe. Envisagé comme une solution de remplacement de l'aménagement typique des banlieues au cours des années soixante-dix, le projet Woodroffe offrirait une gamme de logements plus grande que celle des projets traditionnels d'aménagement des banlieues. En sa qualité de projet expérimental, le projet Woodroffe devait servir de terrain d'essai des formules innovatrices en matière de logements, d'aménagements communautaires et de progrès technologiques.

Le premier plan conceptuel élaboré pour le projet Woodroffe avait pour cible une population résidentielle de 12 000 à 14 000 habitants. Environ 4 000 logements avaient été conçus selon un profil à hauteur réduite et à expansion horizontale avec une densité nette de 8,3 logements par hectare. Ces logements reflèteraient une large gamme de catégories et de prix et, en même temps, fourniraient l'intimité optimale qui est l'une des caractéristiques maîtresses de la maison unifamiliale indépendante.

Un ensemble d'espaces verts formée par les bordures d'arbres et les secteurs boisés de la région constituerait la charpente d'une série de zones résidentielles se distinguant par leurs dimensions, leur densité et leurs types de logements. Ces micro-communautés auraient comme pivot une zone centrale comportant une gamme complète d'établissements commerciaux, communautaires, récréatifs, professionnels et résidentiels. L'utilisation polyvalente du terrain à l'intérieur du projet éliminerait les longs déplacements par voiture pour parer aux besoins quotidiens, constituant une exception aux normes typiques de mobilité des habitants de la banlieue.

La cause d'un certain nombre de raisons, ce plan-ci n'a jamais été enregistré. On s'est rendu compte à un certain moment que des aspects particuliers du plan ne tenaient plus compte des réalités futures et présentes du marché et que les démarches initiales de mise en oeuvre n'étaient plus appropriées.

C'est après ces étapes que la SCHL a annoncé en novembre 1980 que le plan d'ensemble serait modifié et que le terrain serait offert à d'autres promoteurs. Il s'agira alors de ventes conditionnelles aux fins d'aménagement par le secteur privé.

WOODROFFE STUDIES AND REPORTS

Barnard, Peter, Associates.
(juin 1975).

Woodroffe Phase 1: Market Research Input.

Toronto: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de recherche et démonstration, SCHL.

Barnard, Peter, Associates/Ruston Shanahan & Associates.
(mars 1975).

Woodroffe Concept Plan Appraisal: Market Research.

Toronto: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

(juin 1975).

Summary of Market and User Research.

Toronto: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Brais, Frigon, Hanley and Associates, and Shawinigan Engineering Company Ltd.
(1977).

Energy Utilization Study.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Ce rapport et les documents supplémentaires qui l'accompagnent examinent les moyens par lesquels le projet expérimental de Woodroffe pourrait bénéficier d'un chauffage efficace aux meilleurs coûts possibles et aux meilleures conditions de conservation énergétique. Six options de chauffage sont envisagées: le chauffage traditionnel individuel, le chauffage par groupe de maisons, le chauffage par secteur, le chauffage par quartiers multiples, le chauffage par quartier et le chauffage à sources multiples (utilisant l'énergie solaire).

Le rapport recommande la construction d'une installation de chauffage par quartier pour le projet Woodroffe. Parmi les avantages de ce système, son adaptabilité aux modifications éventuelles de grande envergure, son économie en carburant à court et long terme et sa rentabilité. Le rapport examine également les facteurs de coût, d'entretien, d'administration et de distribution ainsi que la portée d'une contribution fédérale-provinciale et municipale. Il est accompagné de plans de l'emplacement et une analyse des données du profit et des coûts comparatifs présentée sous forme de tableaux.

Canada, Environnement Canada.
(décembre 1975).

CMHC Woodroffe Demonstration Project: Some Forest Inventory
Data 1975.

Ottawa: Rapport du programme forestier en zone urbaine,
Institut d'aménagement des forêts, Environnement Canada, pour
le compte du projet de démonstration Woodroffe, SCHL.

Clemann, Large, Patterson and Associates, Ltd.
(mai 1978).

Energy Heating Analysis.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

On trouve dans ce rapport une analyse détaillée de tous les aspects de la consommation de l'énergie dans le projet expérimental de Woodroffe. Son but est de déterminer les normes d'une conservation énergétique par unité de logement en se basant sur les niveaux de consommation de l'utilisateur moyen indiqués par les services publics locaux et les données de référence.

Le rapport inclut un budget énergétique et des analyses portant sur le chauffage des locaux, l'eau chaude domestique, l'électricité, l'eau et les égouts et les aspects économiques de l'énergie. Les besoins en coût d'immobilisations et en coûts d'énergie sont examinés au regard de deux situations: l'absence d'un système de chauffage solaire actif et le chauffage solaire de l'eau domestique. L'analyse physique des logements proposés indique le revêtement extérieur qui leur est recommandé; elle est suivie d'une analyse des marges d'autofinancement et de rémunération pour toutes les installations proposées. Dans l'ensemble du rapport, on insiste sans cesse sur les moyens de conserver l'énergie et sur le degré de coopération qu'on peut espérer de l'utilisateur.

Currie, Coopers and Lybrand.
(avril 1976).

Tenure Study.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Ce rapport sur le projet expérimental de Woodroffe envisage six options de tenure: la tenure ordinaire en propriété libre, la tenure avec un prêt hypothécaire de la Société couvrant 100 % du terrain, la tenure ordinaire en propriété libre par l'intermédiaire d'une association communautaire, la tenure à bail du terrain par la Société, la tenure en copropriété, et la tenure par l'intermédiaire d'une corporation communautaire spéciale.

Chaque option est évaluée en fonction des critères suivants: la viabilité financière, les répercussions sociales, la complexité des procédures juridiques, l'adaptabilité par rapport à la SCHL, la transférabilité au secteur privé et les retombées politiques. Les incidences de chaque option sont évaluées par rapport à la SCHL, aux prêteurs du secteur privé, aux constructeurs et au consommateur. Un second rapport, Tenure Policy for Woodroffe Demonstration Project, examine l'option recommandée, à savoir, la tenure à bail du terrain par la Société.

(avril 1976).

Tenure Policy for Woodroffe Demonstration Project.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et R, SCHL.

Faisant suite à une étude comparative de six formes de tenure (voir Tenure Study par les mêmes auteurs), ce rapport se penche sur une forme de tenure recommandée pour le projet Woodroffe, soit la tenure à bail du terrain par la Société. La tenure à bail du terrain répond à trois objectifs établis pour le projet: assurer une forme de tenure abordable par plusieurs catégories de gens, préserver la viabilité économique du projet et expérimenter des concepts nouveaux transférables au secteur privé.

La tenure à bail du terrain a l'avantage de réduire les coûts du financement destiné aux propriétaires-occupants éventuels, a une influence positive sur l'escalade du prix du terrain et limite la spéculation et les pratiques restrictives de zonage. Le problème du recouvrement des profits non gagnés après la revente par les résidents initiaux n'a pas été traité par l'étude.

De Leuw Cather Canada Ltd.

(septembre 1975).

Infrastructure Planning.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Desnoyers, Mercure, Leziy, Gagnon, Sheppard.

(juin 1977).

Urban Design Concept.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Doelle, L.L.

(février 1976).

Woodroffe Demonstration Project Site Acoustics.

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, SCHL.

Golder Associates.

(septembre 1977).

Soil and Groundwater Investigation: Woodroffe Avenue
Demonstration Project.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, SCHL.

Graham, D.W. and Associates.

(mars 1979).

Landscape Intent Manual.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

(mars 1979).

Landscape Studies, Phases 1 and 2.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, Groupe R et D, SCHL.

Hanscomb Roy Associates.

(juin 1975).

Cost Plan Control.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, Groupe R et D, SCHL.

King, D.S., Canada Permanent Trust Company.

(novembre 1977).

Overview Appraisal, Woodroffe Community.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Kumove, Leon, Social Planning Ltd.

(1975).

An Analysis of Services of Interest, Social Planning.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, Groupe R et D, SCHL.

(septembre 1975).

Analysis of Population Alternatives, Woodroffe New Community.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Le but de ce rapport était d'examiner la densité démographique
prévisible dans le projet expérimental Woodroffe. L'étude
initiale de la densité démographique supposait que les
communautés de Woodroffe et les communautés adjacentes de

Briargreen et de Forest Ridge constituent une unité intégrée. Des indications ont révélé qu'il existe un écart social considérable entre Briargreen et Forest Ridge dû aux différences concernant la tenure en propriété ou en ce qui concerne le type de résidence, le nombre d'enfants, etc. On espère que le projet Woodroffe agira comme élément de cohésion dans le secteur non seulement en s'intégrant convenablement mais encore en préconisant un plus grand esprit communautaire dans l'ensemble de la région.

L'analyse des paramètres démographiques du Canada en général, de la région d'Ottawa et des deux communautés existantes qui comptent une population de base de 3 200 habitants a permis de déduire une population estimative totale de 17 000 habitants. Le décompte des groupes démographiques et l'impact de ces groupes sur l'économie et l'infrastructure locales constituent le corps du rapport. L'étude comparative inclut l'examen de divers facteurs tels que les besoins des handicapés et le rôle du bilinguisme ou du biculturalisme au sein de la communauté.

MacLaren, James F. Ltd.
(décembre 1978).

Woodroffe Environmental Planning Study: Phase I - Data Review.
Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, SCHL.

Ville de Nepean.
(1977).

"Restricting Area By-Law for the Woodroffe Community"
Ville de Nepean.

(1977).

Secondary Plan for the Woodroffe Community.
Ville de Nepean.

Oliver, Mangione, McCalla and Associates Ltd.
(octobre 1977).

Woodroffe Demonstration Project Servicability Analysis.
Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, SCHL.

Parker, C.C. and Associates Ltd.
(1975).

Traffic Study for Ottawa West (Woodvale) Shopping Centre.
Ottawa: Rapport consultatif pour le compte de Sheahan Estates Ltd.

Sesquaig Incorporated.
(août 1977).

An Approach to the Woodroffe Community.

Ottawa: Rapport Consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Shawinigan Engineering Company Ltd.
(1975).

Energy Utilization Study.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

(mai 1975).

Woodroffe Demonstration Project Environmental Study.

Ottawa: Rapport consultatif pour Zeidler Partnership/Architects pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Smith, Larry, Research Ltd.
(juillet 1974).

Ottawa West Shopping Centre Opportunity.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte de Sheaham Estates Ltd.

Standen, N.M.
(septembre 1978).

Landscape Configurations to Reduce Snowdrifting: CMHC Woodroffe Development.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, SCHL.

Stevenson and Kellogg Ltd.
(mars 1975).

Information Systems to Enhance Effective Management of the Woodroffe Demonstration Project.

Toronto: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

(juillet 1975).

An Operational Control System for the Planning Phase of the Woodroffe Demonstration Project.

Toronto: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Sunderland Preston Ltd.
(1976).

Woodroffe Plan Proposal.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Sunderland, Preston, Simard & Associates Ltd.
(mai 1977).

Technical Memorandum: Environmental Appraisal of the Woodroffe Study Area.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, SCHL.

Wallace, McHarg, Roberts and Todd.
(janvier 1978).

Woodroffe Environmental Impact Study.

Philadelphia: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Ce rapport comporte en premier lieu un résumé des opinions générales concernant les répercussions environnementales du projet expérimental de Woodroffe et, en deuxième lieu, un exposé des opinions spécifiques sur le plan de drainage des eaux pluviales et sur son impact sur les bordures d'arbustes constituant la flore indigène du site de Woodroffe.

Les résultats obtenus sont suivis d'une série de recommandations y compris des instructions spécifiques concernant le plan de drainage des eaux pluviales et ses répercussions sur les arbustes. On propose également l'élaboration d'une évaluation complète des répercussions environnementales et la mise sur pied d'un programme de contrôle environnemental à long terme.

Woods, Gordon and Company.
(1975).

Financial Analysis: Control Concepts for the Construction Project.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

(juin 1975).

Interim Financial Model.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

Zeidler Partnership/Architects.
(n.d.).

Interim Planning Approach.

Ottawa: Rapport consultatif pour le compte du projet de
démonstration Woodroffe, Groupe de R et D, SCHL.

C. QUARTIER DU PORT, TORONTO

S'étendant sur trois kilomètres environ le long du quai central de Toronto, le quartier du port fait l'objet d'un plan de réaménagement de grande échelle touchant une large gamme d'activités urbaines. Créé initialement par les remblais et aménagé pour l'industrie portuaire et l'entreposage en vrac, le quartier du port contient plusieurs entrepôts et silos à céréales à structure massive et entièrement opérationnels. Depuis les activités fédérales initiales de 1972, le quartier du port s'est transformé en un site à usages multiples, se prêtant à la fois aux opérations éducatives, culturelles et artistiques.

Les terrains du quartier du port sont sous contrôle fédéral. En 1976, la Harbourfront Corporation fut créée pour contrôler la planification, la gestion et l'utilisation du terrain. En 1979, la SCHL recevait les responsabilités qu'assumait anciennement le MEAU, c'est-à-dire préparer une stratégie de mise en oeuvre à long terme ainsi qu'un schéma d'accomplissement du projet. L'objectif essentiel de la planification du quartier du port est d'aménager cette zone de manière à ce que Toronto redevienne une ville dont le centre est construit sur le bord du Lac Ontario. Durant les quelques dernières années, le quartier du port a servi non sans succès comme aire de stationnement, comme lieu de promenade le long du rivage et comme emplacement pour les activités d'une grande variété de groupes communautaires et culturels, de musiciens et d'artistes. Les étapes futures se pencheront sur les aspects d'aménagement de plus grande importance tels que la rénovation des installations industrielles abandonnées et la construction de nouveaux bâtiments pour des usages résidentiels, commerciaux, culturels et récréatifs.

Ce projet est maintenant sous la responsabilité de Travaux Publics Canada.

HARBOURFRONT STUDIES AND REPORTS

Central Waterfront Planning Committee.
(avril 1976).

Waterfront Precedents.

Toronto: Rapport pour le compte du Comité de planification du quartier maritime central.

Harbourfront Corporation.
(mars 1978).

Harbourfront '78

Toronto: Rapport pour le compte du MEAU, de la ville de Toronto et de la municipalité de la métropole de Toronto.

(octobre 1978).

Harbourfront Development Framework (supplement to Harbourfront '78).

Toronto: Rapport au projet de démonstration du quartier du port, pour le compte du MEAU.

Le document Harbourfront Development Framework fait suite à la première publication du Harbourfront Council intitulée Harbourfront '78. Il propose un cadre de planification bien plus spécifique que celui proposé par le premier rapport, un cadre qui préconise l'idée du quartier du port comme un quartier urbain dont le réaménagement comporterait un ensemble d'installations culturelles, récréatives, résidentielles et commerciales dans un environnement urbain maritime.

Sans être un plan directeur dans le sens classique du terme, ce rapport présente un ensemble d'objectifs et de principes directeurs, une structure organisationnelle et une stratégie financière pour le projet du quartier du port. Il met un accent particulier sur les paramètres d'une planification souple qui tiendra compte de l'emplacement particulier, des conditions uniques et de l'histoire de ce quartier et expose à grands traits les plans d'aménagement préliminaires envisagés pour le reste du projet. Le secteur résidentiel fait l'objet d'une annexe particulière qui comporte un plan pour un total d'environ 5 000 logements.

Harbourfront Council.
(1976).

Harbourfront Corporation.

Toronto: Rapport pour le compte du MEAU, de la municipalité de la métropole de Toronto et de la ville de Toronto.

Pour coordonner et mettre a exécution un projet soutenu conjointement par plusieurs paliers du gouvernement et visant la revitalisation d'une grande section du quartier du port de Toronto, on a recommandé la constitution d'une corporation spéciale. Ce rapport traite de la création de la Harbourfront Corporation, de ses buts, ses objectifs, son organisation et sa politique budgétaire.

Le rapport donne un aperçu général du plan d'aménagement du quartier du port: un ensemble d'installations récréatives et culturelles complétées par des activités commerciales. Un accent particulier est placé sur le cachet innovateur de cet aménagement qui, tout en constituant un carrefour urbain unique en son genre, fournira au public l'occasion d'observer les activités traditionnelles du port. Le rapport est accompagné d'un document "Choix d'annexes" comportant une analyse détaillée de certains éléments du projet.

London, Mark.

(décembre 1975).

Urban Waterfronts: A Survey of Precedents

Montréal: Rapport consultatif pour le compte du MEAU et de la Harbourfront Corporation.

Wallace, McHarg, Roberts and Todd.

(décembre 1978).

Environmental Resources of the Toronto Central Waterfront.

Philadelphia: Rapport consultatif pour le compte du Conseil de planification de la ville de Toronto et le Comité de planification du quartier maritime central.

A. MEADOW COURT, CALGARY

Le projet Meadow Court se situe à Calgary dans le voisinage de Spruce Cliff. Le terrain de 9,35 hectares comporte 455 logements répartis sur huit blocs sous forme d'immeubles à hauteur réduite. Au milieu des années soixante-dix, la SCHL considéra la rénovation des bâtiments comme une partie d'un projet expérimental de logement pour les familles à revenu faible et moyen. L'objectif de ce projet était de montrer quelles peuvent être les possibilités de réaménagement d'ensembles résidentiels multi-familiaux à grande échelle approchant le fin de leur vie utile. Cependant, l'étude entreprise ne mentionnait aucune solution acceptable: de ce fait la SCHL décidait d'adopter une autre stratégie de mise en oeuvre pour ce terrain-là. Mais malgré cela, le groupe de démonstration de la SCHL, tout en se basant sur cette première étude, continue à analyser la possibilité de réaménager et "recycler" les grands projets institutionnalisés de logement public ou d'autres projets semblables.

ÉTUDES ET RAPPORTS: MEADOW COURT

McMillan, Hugh, Architect.
(1978).

Feasibility Study.

Calgary: Rapport consultatif pour le groupe de R et D, SCHL.

B. PROJET DE DEMONSTRATION DE REVELSTOKE, REVELSTOKE, (C.-B.)

Le projet de logement de Revelstoke occupe un terrain de 8 3 hectares au coin nord-est de la ville de Revelstoke (C.-B.) sur une terrasse alluviale dépassant de 11 mètres environ l'altitude générale de la ville.

La SCHL acheta le terrain en 1975 pour réaliser un projet de logement expérimental pour les petites communautés urbaines. Cette initiative avait plusieurs objectifs: 1) démontrer qu'il existe des solutions de remplacement des grandes maisons unifamiliales indépendantes, des maisons mobiles et des appartements conventionnels équipés d'ascenseurs; 2) démontrer les avantages sociaux de l'intégration rationnelle de plusieurs types de ménages et de logements dans l'établissement d'une petite communauté; 3) démontrer les nouvelles solutions en matière de logement et d'aménagement communautaire dans les régions exposées aux grandes chûtes de neige; 4) montrer comment la topographie naturelle peut être améliorée et préservée par une conception architecturale pertinente; et 5) démontrer comment le processus de conception et de réalisation dans les petites communautés peut inclure une conception de haute qualité et faire appel à la participation des entrepreneurs locaux.

Historiquement, Revelstoke a connu à la fois des périodes de prospérité et des périodes de crise. Les industries forestières et touristiques ont servi récemment à stabiliser l'économie de la ville. Les projets hydro-électriques de B.C. Hydro à Mica Creek et à Revelstoke Canyon donnent à Revelstoke un nouvel essor économique.

L'expérience urbaine de Revelstoke au cours du dernier siècle s'est soldée par des logements se distinguant par l'usage abusif des terrains et l'exploitation coûteuse des services, logements dont les types et les tenures sont particulièrement limités. Par le projet expérimental, la SCHL voulait offrir aux résidents des formules de logements nouvelles et adapter le marché immobilier de la ville à la demande future de logement qui résultera des projets hydro-électriques de la région. Au cours de l'été de 1977, les entreprises privées d'aménagement et de construction ont entamé la construction de 200 logements dont 130 environ sont actuellement achevés.

REVELSTOKE REPORTS AND STUDIES

Société centrale d'hypothèques et de logement.
(1975).

Revelstoke Demonstration Housing Project.

Ottawa: Rapport sur le projet expérimental de Revelstoke, SCHL.

Ce rapport constitue la reconstitution détaillée des recommandations concernant la réalisation d'un projet de logement expérimental de la SCHL dans la ville de Revelstoke (C.-B.).

L'étude est axée sur quatre sujets fondamentaux:

1) les considérations d'ordre social associées au site lui-même et à sa relation avec la ville; 2) les facteurs physiques, y compris les logements et les autres installations; 3) les considérations d'ordre financier en fonction du prix des logements du projet et de l'impact de ce projet sur le marché du logement de la ville et 4) les détails de l'exécution du projet, notamment l'étude du marché et l'ordonnancement des travaux.

Le rapport attache un intérêt particulier aux éléments d'esthétique naturels et artificiels, au contexte économique de la ville, aux conditions locales de l'emploi et particulièrement, aux possibilités de faire concorder les besoins en logement avec les préférences en matière de train de vie. Le plan d'aménagement est illustré de cartes, tableaux et schémas et accompagné de données techniques, financières et démographiques.

Realty Research Group Ltd.

(janvier 1976).

Housing Marketability Study: 20 Acre Thunderbird Site, Revelstoke (B.-C.).

Toronto: Rapport consultatif pour le compte du projet expérimental de Revelstoke, SCHL.

Ce rapport présente une étude complète du marché du logement à Revelstoke (C.-B.). Le projet expérimental de Revelstoke est évalué principalement en fonction de la situation globale de l'offre et de la demande de logements dans la ville plutôt qu'en fonction de l'emplacement lui-même. L'étude se base sur deux hypothèses principales: 1) le projet du barrage hydro-électrique de la C.-B., situé dans le voisinage immédiat de l'emplacement, sera réalisé dans les délais prévus et 2) les logements du projet expérimental peuvent soutenir la concurrence des logements du secteur privé.

Le rapport analyse la situation économique passée, présente et future de Revelstoke. Il attache un intérêt particulier à l'incidence éventuelle de la construction du barrage hydro-électrique sur le marché du logement, en termes de population, emploi, revenu, demande de logements et sources d'approvisionnement.